

Géolocalisation satellite: Galileo report à zéro

C'est un aveu d'échec sans précédent qui plombe, au moins pour un temps, les velléités européennes de venir concurrencer l'ultra-dominant GPS américain.

Comme prévu, lassée d'attendre le bon vouloir des industriels impliqués dans le projet Galileo, l'Union européenne s'engage désormais à financer sur fonds publics l'infrastructure du système de géolocalisation européen.

Rappelons qu'en 2005, un consortium d'industriels (les français Thalès et Alcatel-Lucent, l'espagnol Hispasat, le britannique Inmarsat, les italiens AENA et Finmeccanica, ainsi qu'un conglomérat allemand dirigé par Deutsche Telekom et European Aeronautic, Defence & Space Co) allié au secteur public avait reçu le feu vert pour lancer le projet.

Objectif : un système opérationnel mis en orbite d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS).

Pour l'instant, un seul satellite a été lancé, le décollage du lanceur ayant échoué pour le lancement deuxième ayant raté son décollage à l'automne 2006.

Mais les difficultés du consortium à former une entité pour chapeauter le projet et à choisir pour celle-ci un directeur général ont bloqué les pourparlers entre les industriels et les responsables de l'UE sur les termes de la concession de vingt ans qui devait leur être accordée pour exploiter Galileo.

Les industriels ont refusé de prendre le moindre risque financier à l'échéance qui avait été fixée au 10 mai par les ministres des Transports des Vingt-Sept.

Face à ces blocages, la Commission européenne a annoncé ce mercredi son intention de retirer le contrat de construction au consortium d'entreprises auquel elle l'a attribué, au profit d'un financement **intégralement public**.

Les Vingt-Sept ont donc décidé que l'argent public financerait l'infrastructure satellitaire pour un coût de **3,4 milliards d'euros**, soit 2,4 milliards supplémentaires par rapport au milliard d'euros déjà injecté, sur un coût total, exploitation comprise, de 10 milliards d'euros.

Mais les ministres des Transports des Vingt-Sept, qui se sont réunis à Luxembourg pour sauver ce projet-phare de l'UE, restent fortement divisés sur les modalités précises du financement et la question a été reportée à l'automne prochain.

Certains pays, comme le Royaume-Uni, ne sont pas convaincus qu'il s'agit réellement d'un programme stratégique dans la mesure où son concurrent, le GPS (Global Positioning System) américain, est d'ores et déjà disponible gratuitement.

Mais la plupart des pays européens sont d'un avis contraire.

« *Il faut que nous trouvions notre place par rapport à l'Amérique et à l'Asie* », a estimé lors d'une conférence de presse le ministre allemand des Transports, Wolfgang Tiefensee, dont le pays préside actuellement l'Union européenne.

Le système pourrait être opérationnel d'ici la fin 2012. « *Nous pouvons remettre le projet Galileo sur le pas de tir pour le rendre opérationnel en 2012* », s'est réjoui Jacques Barrot, le commissaire européen aux Transports dont l'optimisme n'est pas partagé par tous.

Pendant ce temps, une nouvelle version du GPS américain devrait être lancée. La Chine est également sur le point de lancer sa propre technologie maison.